

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

Chassée de toutes les villes, l'UNITA annonce le « début de la guérilla »

Un communiqué, publié dimanche matin 15 février à Luanda, annonce la prise de Luao par les forces du M.P.L.A. L'information avait été donnée, l'avant-veille, par l'agence Tass (le Monde du 14 février). Le M.P.L.A. contrôle, désormais, toutes les villes situées sur le trajet du chemin de fer de Benguela. Par ailleurs, Luanda a annoncé que

ses forces « ne rencontrent plus de résistance au Sud ». La radio du M.P.L.A. fait état de déclarations de prisonniers selon lesquels M. Samuel Chivale, commandant des forces de l'UNITA, aurait été tué. Un correspondant de la B.B.C. qui a pu se rendre au nouveau quartier général de l'UNITA « quelque part dans la forêt », en a rapporté une déclara-

tion de M. Savimbi, annonçant le « début de la guérilla ». Tandis que l'armée du Sud amorçait une négociation (voir l'article de notre correspondant), le Zaïre poursuit ses ouvertures en direction de Luanda. En visite à Kinshasa, le commandant Marien Ngouabi, chef de l'Etat congolais et allié du M.P.L.A., dont il partage l'option socialiste, s'est entretenu durant deux heures, le dimanche 15 février, avec le président Mobutu. Celui-ci a assuré que l'aide accordée jusqu'au F.N.L.A. et à l'UNITA par son pays « n'avait pour but que de combattre le colonialisme portugais » et qu'il n'appartenait pas au Zaïre de supplier M. Neto pour qu'il accepte de bénéficier de notre assistance.

de la révolution s'est réuni, le même jour, pour étudier une reconnaissance. Aucune décision n'a été annoncée.

Rhodésie

LES POURPARLERS ENTRE MM. SMITH ET NKOMO SONT DANS L'IMPASSE

(De notre envoyé spécial.)

Les pourparlers constitutionnels entre MM. Smith, premier ministre de Rhodésie, et Nkomo, président de la fraction dite modérée de l'African National Council (A.N.C.), sont « complètement dans l'impasse », indique-t-on de source diplomatique dans la capitale de la Zambie. Le gouvernement zambien continue, de son côté, son refus catégorique de céder aux pressions auxquelles il est soumis pour rouvrir sa frontière avec la Rhodésie, qu'il a fermée en janvier 1973. Il s'attendait, en effet, à une intensification de la guérilla africaine dans ce pays, après l'échec des pourparlers. Dans les milieux officiels du Cap, où le Parlement et le gouvernement sud-africain siègent pendant l'été austral, on prévoit également la semaine dernière l'insuccès de ces négociations en le mettant sur le compte d'un « manque de sincérité » pour réaffirmer la guerre d'Angola a rejeté au second plan de l'actualité le conflit rhodésien, mais la victoire du M.P.L.A. risque maintenant de réduire à néant à la fois la possibilité et l'intérêt d'un compromis Nkomo-Smith.

La guerre d'Angola a rejeté au second plan de l'actualité le conflit rhodésien, mais la victoire du M.P.L.A. risque maintenant de réduire à néant à la fois la possibilité et l'intérêt d'un compromis Nkomo-Smith.

Pretoria aurait engagé des négociations avec Luanda

Correspondance

Le Cap. — Pretoria a entrepris de toute urgence des démarches diplomatiques pour tenter de parvenir à un accord avec le M.P.L.A. et éviter l'affrontement avec les troupes sud-africaines stationnées dans le sud de l'Angola.

Selon les dernières nouvelles parvenues du front, les forces du M.P.L.A., essentiellement des Cubains, sont parvenues à porter d'artillerie des positions sud-africaines.

Le gouvernement de M. Vorster a annoncé qu'il ne retirait pas ses forces d'Angola tant qu'un « gouvernement régulier » ne serait pas établi dans le nouvel Etat et que des garanties ne seraient pas données sur le fonctionnement des installations du barrage de Calueque d'une valeur de 1 300 millions de francs.

L'Afrique du Sud a fait savoir que si ses troupes étaient attaquées, elles exécuteraient des « représailles massives ». Les bases des Mirages et des bombardiers ont, d'ores et déjà, été transférées dans des sites plus proches du théâtre d'opérations éventuelles. On estime ici que l'aviation est ainsi mieux à même de détruire,

si besoin est, les lance-roquettes de 122 millimètres et les chars du M.P.L.A.

Tout en prenant ces précautions, Pretoria a pris acte des ouvertures contenues dans l'interview du « ministre des affaires étrangères du M.P.L.A. » (le Monde du 14 février). Les négociations en cours seraient menées par l'intermédiaire d'un Etat tiers, vraisemblablement le Mozambique. Une société minière qui possède des intérêts en Angola et en Afrique du Sud aurait également pris des contacts pour le compte de Pretoria.

Si cette tentative réussit, les autorités sud-africaines assurent qu'elles pourraient procéder au retrait total de leurs forces d'Angola en moins d'une semaine. Pretoria a pleinement conscience que son maintien sur le sol d'Angola ne sera plus défendable dès lors que Luanda aura acquis le statut de gouvernement de l'Etat du pays. Le cabinet est convoqué le mardi 17 février afin de faire le point des négociations, et même d'envisager une reconnaissance immédiate du M.P.L.A.

Des navires « alligator »

● A LUSAKA, des « sources diplomatiques », citées par l'agence Reuters, confirment que trois navires soviétiques auraient participé, par des tirs d'artillerie, à la conquête de Mocimboa et protégé une flottille qui y débarquait des centaines de soldats cubains. Ces navires seraient de la classe « Alligator », équipés chacun de deux canons de 58 millimètres.

● A PEKIN, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, a accusé, dimanche, l'U.R.S.S. d'avoir « sciemment provoqué la guerre civile en Angola ». Le ministre, qui accueillait un membre du gouvernement sahraoui, a ajouté : « Plus l'Union soviétique intervient en Angola et plus il est probable qu'elle rencontrera une forte résistance des peuples angolais et africains ».

● LA TUNISIE a reconnu, samedi, le régime de Luanda, qui est probable qu'elle rencontrera une forte résistance des peuples angolais et africains ».

PROCHE-ORIENT

Liban

Le président Frangié a annoncé un plan de réforme du système politique

La proclamation, par le président Frangié, le samedi 14 février, d'un plan de réformes politiques a officiellement mis un terme à la guerre civile au Liban. Malgré quelques incidents à Tripoli, où des « éléments armés » ont affronté à la mitrailleuse lourde et au lance-fusées une patrouille du « comité de liaison », et à Zablé, où deux policiers en civil ont été abattus par des franc-tireurs, la plupart des formations politiques

libanaises envisagent l'avenir avec un certain optimisme. Seul, le Front populaire de libération palestinienne du Front du refus, dirigé par le Dr Habache, a rejeté le plan de réformes libanais. Celui-ci, selon le F.P.L.P., viserait à « paralyser le mouvement palestinien et les forces nationales libanaises ». Le F.P.L.P. préconise une « guerre populaire » pour réaffirmer la présence des fedayin sur le territoire libanais.

De notre correspondant

● La signature des décrets et projets de loi conjointement par les présidents de la République et du conseil, exception faite de la révolution du cabinet.

Un second volet du document annonce des réformes tendant à renforcer l'indépendance de la magistrature, à accélérer la promulgation des décrets et des arrêtés, à instaurer la décentralisation administrative, à abolir le système confessional dans la fonction publique, tout en tenant compte de l'équilibre intercommunautaire pour les postes de la première catégorie. Il est également prévu la création d'un conseil supérieur de la planification et du développement, des réformes fiscales et économiques en vue d'une répartition équitable des richesses, l'enseignement gratuit obligatoire et la modernisation des programmes pédagogiques, l'élaboration d'une politique de défenses et la réorganisation de l'armée, le maintien de la liberté de la presse, celle-ci étant tenue d'assumer désormais « ses responsabilités nationales », enfin l'amendement de la loi sur les naturalisations.

Le message à la nation qui annonce tous ces changements

Syrie

LE PRÉSIDENT ASSAD SE RENDRA OFFICIELLEMENT EN FRANCE LE 15 MARS

Le président de la République syrienne, Hafez Assad, se rendra officiellement en France en visite officielle, à l'invitation de M. Giscard d'Estaing, dans la seconde quinzaine du mois de mars, confirme un communiqué de l'Elysée.

On indique, de source bien informée à Paris, que ce séjour aura lieu du 15 au 18 mars.

EDOUARD SAAB.

L'U.R.S.S. DEMANDE A NOUVEAU LA REPRISSE DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE AVEC LA PARTICIPATION DE L'O.L.P.

Dans une nouvelle lettre adressée par M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, au secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, l'U.R.S.S. demande « la reprise des travaux de la conférence de Genève sur le Proche-Orient ». M. Gromyko souligne qu'une telle conférence doit être bien préparée et doit grouper toutes les parties directement concernées, l'O.L.P. comprise, ainsi que l'Union soviétique et les Etats-Unis en tant que coprésidents de cette conférence.

« L'Union soviétique, ajoute le message, considère que les gouvernements qui entravent la convocation de la conférence de Genève prennent ainsi la responsabilité des conséquences d'une telle politique ».

M. Gromyko avait déjà adressé une lettre dans le même sens à M. Waldheim le 13 janvier dernier.

● Au Caire, M. Ismail Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, a qualifié de « positive » l'initiative de M. Gromyko, et affirmé qu'elle constituait un « appui de l'Union soviétique au droit arabe ». M. Fahmy s'est entretenu samedi avec M. Vladimir Polakov, ambassadeur d'U.R.S.S. au Caire.

● A Tel-Aviv, on a annoncé le dimanche 15 février que les forces israéliennes ont commencé à évacuer une bande du Sinaï, large d'environ 40 kilomètres et longue de 50 kilomètres, à partir de la Méditerranée. Ce secteur constitue la nouvelle zone tampon dans le nord du Sinaï. Des camps militaires comme ceux de Romani et Bakouza ont été laissés en l'état, et serviront aux hommes de la Force des Nations unies, mais des positions comme le fortin Eudaimon, où une poignée de soldats israéliens s'étaient défendus avec acharnement contre les blindés égyptiens pendant la guerre d'octobre 1973, ont été détruites. L'évacuation de la nouvelle zone tampon sera terminée le 23 février. D'autre part, M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères israélien, a déclaré samedi devant des personnalités juives américaines qu'Israël accepterait volontiers une nouvelle médiation américaine ou la reprise de la conférence de Genève (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.J.).

● LE PROCÈS DE DIX-NEUF PERSONNES ACCUSÉES DE COMPLICITÉ à la reprise, samedi 14 février, à Alexandrie, devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les accusés sont un ingénieur, des étudiants et des ouvriers — sont accusés d'avoir participé à une organisation communiste clandestine de 1971 à 1973, et d'avoir distribué des tracts appelant à la révolution du prolétariat et au renversement par la force du régime du président Sadat. — (Reuters)

NOUVEAUTÉS DE FÉVRIER

POINTS

COLLECTION DE POCHE

Jean-Marie Domenach
Le sauvagement
et l'ordinateur

Psychanalyse
et pédiatrie



Jean-Marie Domenach
Le sauvagement et l'ordinateur
N° 72 (4)

Françoise Dolto
Psychanalyse et pédiatrie
N° 69 (3)

Jean-Pierre Richard
Poésie
et profondeur

Roland Barthes
S/Z



Jean-Pierre Richard
Poésie et profondeur
N° 71 (4)

Roland Barthes
S/Z
N° 70 (4)

POINTS

HISTOIRE

Branko Lazitch
Le Rapport
Khrouchtchev
et son histoire

Jean Lacourne
Malraux,
une vie dans le siècle



Branko Lazitch
Le Rapport Khrouchtchev
et son histoire
N° H 20 (4)

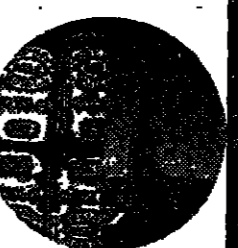
Jean Lacourne
Malraux, une vie
dans le siècle
N° H 22 (4)

POINTS

ECONOMIE

Culture et Liberté
Les travailleurs face
au capitalisme

L'or jaune
et l'or noir



Culture et Liberté
Les travailleurs face
au capitalisme
N° E 2 (4)

Jean Carrière
L'or jaune et
l'or noir
N° E 1 (4)

POINTS

SCIENCES

A. Hallam
Une révolution
dans les sciences
de la Terre

A. Hallam
Une révolution, dans
les sciences de la Terre
N° S 5 (4)



Volumes
simple (s) 7 50 F
double (d) 9 F
triple (t) 12 F
quadruple (q)
15 F

La V.P.C. échange ou rembourse

Tout achat à une entreprise de vente par correspondance peut être échangé ou remboursé sur simple demande.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

hernie

SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS

INSTITUT HERNIAIRE

PARIS 10 - 125, rue Lafayette, tél. 507.70.17

115, rue Lafayette, LYON 6 - tél. 24.65.82

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

CONTRE LE VOL

cette menace permanente

le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indécodable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ÉCONOMIQUE ET FIABLE

LE DI 50 EST À L'AVANT-GARDE DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

remplir et retourner ce bon à : ALARME 2000 Dépt. 178 8, rue Guérin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM _____

PR _____

AD _____

Code Postal _____

ASIE

Le Cambodge, neuf mois après

(Suite de la première page.)

Chaque village est organisé en « groupes de solidarité pour creuser les canaux, construire les digues », ou « groupes de solidarité pour le développement des produits », ou encore, depuis janvier, en « coopératives de production ».

Chaque jour, au moins jusqu'en décembre 1975, la radio diffusait des comptes rendus impressionnants sur les réalisations nouvelles en tel ou tel arrondissement. « Nous avons changé la géographie » de tel endroit qui a pris « un nouveau visage ». Le but à réaliser est de « quadriller tout le pays de digues et de canaux, comme un damier ».

Depuis décembre, l'accent est mis sur la récolte : « Le riz est mûr, il faut se dépêcher de le moissonner rapidement, à temps. Abandonnez le travail moins urgent pour récolter très vite et pouvoir, à nouveau, creuser des canaux, élever des digues nouvelles ».

Ainsi, tout le Cambodge est devenu « un vaste chantier » où « l'on ne parle plus de jour ni de nuit, mais où l'on travaille sans cesse », « sans craindre la fatigue », « avec joie et fierté ».

« Comme nous avons lutté pour chasser les Américains, nous devons continuer à lutter pour construire et défendre un Kampuchéa nouveau ».

Toutes les réalisations économiques, même la découverte de nouveaux médicaments, sont considérées comme autant de « victoires », sur la nature, les éléments, la maladie. Dans cette lutte, rien n'est laissé au hasard : chaque catégorie de citoyens, hommes, femmes, enfants, vieillards, mutilés, reçoit un travail précis à réaliser, selon ses forces et ses possibilités.

« Kampuchéa libéré... Kampuchéa à construire », c'est la même lutte qui continue. Le peuple khmer ne peut se désemparer, car il lui faut « construire un avenir radieux, plein de bonheur et de joie ».

Les réfugiés confirment la réalisation de ce travail gigantesque, plus impressionnant que celui des temps angkoréens. Pour parvenir au but, toute la population est organisée comme une armée en campagne. Chaque village est divisé en groupes de dix familles, appelés « krom », avec un chef de groupe nommé par l'Angkar. Les différents groupes forment un village « plume », avec un chef de village et plusieurs « présidents » : président des jeunes gens, des jeunes filles, des personnes âgées, des enfants, tous nommés par l'Angkar. Plusieurs villages sont réunis en cantons « khum » où se trouvent les « cadres » (kamaphal), membres de l'armée ayant pu fuir de vie ou de mort sur la

population et chargés de la direction des travaux.

Le travail se fait en commun, généralement de 7 à 11 heures et de 13 à 17 heures. Parfois, le repos est pris en commun sur le chantier. Plusieurs réfugiés signalent des exemples de travail nocturne jusqu'à 23 heures ou même 1 heure.

Cette armée de travailleurs est mobile, l'Angkar semblant vouloir utiliser le potentiel humain jusqu'à l'extrême limite de ses forces physiques. Dès qu'un chantier est terminé, une rizière repliée, la population laborieuse est déplacée, parfois même sans que les familles aient eu le temps de se regrouper. A la fin d'octobre, plusieurs dizaines de milliers de Phnom - Penh, primitivement déportés à Koh-Ton, au sud de la capitale, ont été déplacés, par bateaux et camions, vers le nord de Pursat (300 kilomètres plus au nord), pour réparer la voie ferrée et s'adonner d'autres travaux d'intérêt collectif. En décembre, on signale de très nombreux cas de déplacements massifs de population, dans la région de Battambang, avant ou après la moisson.

En plusieurs endroits, ceux qui moissonnent ne sont pas ceux qui ont semé. Au dire des réfugiés arrivés en Thaïlande durant le mois de janvier, ces déplacements de population ont été beaucoup plus meurtriers que la grande déportation des villes en avril-mai 1975, les gens étant exténués, sous-alimentés et vivant dans des conditions sanitaires désastreuses.

Nettoyage par le vide

A travers cette révolution économique, c'est une révolution radicale de la société qui est engagée, société « sans riches ni pauvres, sans classe d'exploiteurs ni classe d'exploités ». Ce nivellement de la société s'est attaqué, par les moyens les plus radicaux, aux « classes spéciales » (« veng prisa ») : les anciens détenteurs du pouvoir, de l'ivoire et du savoir.

Un nombre impressionnant de témoignages venant de tous horizons confirme le nettoyage par le vide de la quasi-totalité des cadres militaires et administratifs de l'ancien régime : exécutions massives ou disparitions discrètes. Il semble qu'une très grande partie des militaires de seconde classe de l'armée gouvernementale aient été, eux aussi, physiquement éliminés.

Depuis un ou deux mois, une campagne est menée contre les « anciens riches » qui se cachaient parmi le peuple. Les riches de l'ancienne société comprenaient bon nombre de commerçants chinois établis au Cambodge depuis de très longues années. Inspirés par l'idéologie égalitaire, alliés à un nationalisme intransi-

geant, les Khmers rouges semblent avoir été particulièrement durs à l'égard de cette minorité. Plusieurs réfugiés affirment que les résidents chinois sont regroupés en villages spéciaux, en pleine forêt, dans des conditions de vie très dures, les menant progressivement à l'extermination. En cela, ces réfugiés confirment le comportement qu'avaient eu les révolutionnaires contre cette minorité, dès 1973, dans la région de Ménot-Damher. Les cadres Khmers rouges de rang subalterne justifient une telle mesure en disant : « Cette terre n'est pas à eux ». C'est sans doute aussi par souci nationaliste que les Khmers rouges ont d'abord autorisé, puis dirigé la déportation des Chinois du Cambodge à regagner sa mère patrie.

Mise au pas des intellectuels

Quant aux intellectuels, détenteurs du pouvoir, plusieurs réfugiés ont fait état dès juillet 1975 de l'exécution d'un grand nombre d'entre eux. Récemment, des témoignages concordants, venant du Vietnam et de Thaïlande, affirment l'existence de « villages d'intellectuels » où professeurs, maîtres d'écoles, licenciés s'adonnent au travail manuel très dur, car les « Khmers rouges » n'aiment pas les intellectuels. Vers la mi-janvier, douze instituteurs et étudiants sont arrivés en Thaïlande. Ils faisaient partie d'un groupe de vingt condamnés à mort qui étaient conduits à l'exécution. Réussissant à desserrer leurs liens, ils s'échappèrent ; leurs huit autres compagnons n'eurent pas cette chance et furent tués. A la même date, trente-cinq réfugiés venant de Battambang affirment que plusieurs mécaniciens et chauffeurs de l'ancien régime qui avaient formé les jeunes recrues khmères rouges ont disparu. Les élèves formés, les maîtres ne sont plus utiles.

Dans cette nouvelle société « sans classe », on peut discerner plusieurs « couches » : l'armée et le peuple. C'est la distinction habituelle de la radio. L'armée se compose de « combattants, combattantes et cadres ». Au dire des réfugiés, ce sont eux qui dirigent tout, tant sur le plan économique qu'administratif. Les réfugiés les désignent les « Khmers rouges ». Il est difficile de savoir s'ils reçoivent des ordres venant du gouvernement ou s'ils agissent par initiative personnelle. Le peuple, lui, est composé, selon les propres termes de la radio, d'« ouvriers, paysans et paysans pauvres de couche moyenne inférieure ». Les réfugiés divisent par contre le peuple entre les « anciens », ceux de la zone libérée

avant 1975, et les « nouveaux », libérés le 17 avril 1975. Ces « nouveaux » sont toujours considérés comme « prisonniers de guerre » et n'ont aucun droit.

Les rapports économiques et humains entre les membres de cette nouvelle société sont originaux par rapport au passé. Le commerce est remplacé par le troc, dont on peut citer un exemple parmi beaucoup d'autres : entre juin et août 1975, à Prek-Sangkier (province de Kompong-Cham), les termes du troc étaient les suivants :

Un porc de 50 kg contre 10 kg de sel ou 2 m. de tissu ;
25 kg de sel contre un petit boeuf ou un transistor à quatre piles ;
1 kg de poisson contre 2 kg de riz ;
1 kg de sel contre 3 kg de poisson ;
1 comprimé d'aspirine ou de nivaquine contre 1 kg de riz ;
1 ampoule de vitamine B 12 contre 7 kg de riz ;
1 ampoule de streptomycine contre 15 kg de riz.

La politesse exquise des Khmers leur faisait utiliser des appellations et un vocabulaire différents selon l'interlocuteur, suivant le respect qu'on voulait lui témoigner ou sa place dans la société. C'est désormais l'uniformité. Quels que soient le degré de parenté entre les personnes ou la fonction qu'elles remplissent, tous sont des « mé », camarades. Les personnes d'âge semblable continuent à s'appeler « aïné » (« bang »), mais le terme « cadet », désignant les plus jeunes, est formellement interdit, à cause de ses résonances affectives. Par puritanisme ou, peut-être, par surcroît de respect, on a remplacé les mots d'usage courant qui désignaient les « enfants », « hommes » et « jeunes filles » par des termes plus rares et plus dignes. Sans doute est-ce en raison de cette modification de terminologie que la presse a diffusé la nouvelle d'un changement général de tous les noms de personnes. Cette information est inexacte. Seuls les Khmers rouges de rang subalterne ont eu leur nom changé, sans qu'on sache pourquoi. Plusieurs habitants des villes ont volontairement pris un nouveau nom pour dissimuler leur identité, mais l'ensemble de la population a gardé son prénom, qui, en réalité, est le vrai nom pour un Khmer. Selon la coutume populaire, ce prénom est réduit à la dernière syllabe.

FRANÇOIS PONCHAUD.

Prochain article :

UN NOUVEAU TYPE D'HOMME

Chine

M. Teng Hsiao-ping est le second Krouchtchev

La Chine a connu une révolution silencieuse. M. Teng Hsiao-ping, second vice-président du Comité central, est considéré comme le second Krouchtchev. Il a pris le pouvoir à la mort de Mao Zedong. Ses réformes visent à moderniser l'économie chinoise tout en maintenant le système socialiste. Il a encouragé l'agriculture et l'industrie, tout en réduisant le rôle du Parti communiste dans la vie quotidienne. Ses politiques ont permis à la Chine de se remettre sur pied après des années de chaos.

Vietnam

Monopole armé entre les forces des opposants retranchés dans le sud de Saigon

Le Vietnam du Sud est devenu un champ de bataille entre les forces armées du Nord et les opposants retranchés dans le sud de Saigon. Les forces du Nord ont progressivement pris le contrôle de la région, tandis que les opposants se retranchent dans les zones urbaines. La situation est tendue, et les combats continuent à se poursuivre.

RESPONDANCE

La politique des vietnamiens

Le groupe de travail des Vietnamiens a été créé pour étudier les problèmes de la politique vietnamite. Le groupe a pour mission de recueillir les opinions des Vietnamiens sur les questions politiques et de les transmettre aux autorités compétentes. Le groupe a déjà effectué plusieurs missions et a remis plusieurs rapports.

éditions sociales

CAMACHU

DEBAT MUTUEL

18 Février

à l'occasion de la

du 1er livre

EN VENTE

Crédit gratuit 12 mois*

jusqu'au 26 février

sur tous les meubles sur tous les tapis

sur toute la literie sur tout l'éclairage

et sur toutes les fourrures

*dès acceptation du dossier et après versement comptant légal.

Galeries Lafayette

Haussmann-Montparnasse-Belle Epine

مكتبة من الأصل

FAITS DIVERS

DANS LES ALPES ET LES PYRÉNÉES

Onze skieurs sont tués par des avalanches

Plusieurs avalanches ont provoqué la mort de onze personnes dimanche 15 février dans des stations de ski des Alpes et des Pyrénées. Quatre autres personnes ont disparu.

A La Toussuire (Savoie), Jean-Pierre Augert, cousin de Jean-Noël Augert et ancien champion de ski lui-même, âgé de trente ans, a été tué sur la piste du Bellard par une coulée de neige de moyenne importance. Les autres victimes des stations alpines sont : à Vars (Hautes-Alpes),

Patricia Vernay, dix-huit ans, étudiante à Bourgoin-sur-Seine, qui skiait hors des pistes ; à Méribel (Savoie), Jacques Hesson, trente ans, président du club alpin d'Albertville ; à Val-d'Isère, Jean-Lou Costu, vingt-quatre ans, domicilié à Argenteuil (Val-d'Oise), qui préparait le départ d'une piste pour le compte de la station ; à Avoriaz (Haute-Savoie), Eric Marchal, vingt et un ans, skieur-secouriste, qui venait de dynamiter des masses de neige en compagnie de cinq autres skieurs.

A La Mongie (Hautes-Pyrénées), quatre avalanches simultanées ont emporté une dizaine de skieurs ; dimanche soir, les corps de cinq d'entre eux seulement avaient été retrouvés. Il s'agit de Joseph Badierella et Christine Meize, dix-neuf ans, de Villermur-sur-Tarn (Haute-Garonne) ; de Cyrille Vassiliadis, seize ans, de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) ; de Jean-Marc Padhes, dix-huit ans, étudiant à Tarbes, et de Jean-Claude Mileron, qui résidait à Thôles Le Panoramique, à La Mongie.

De notre correspondant

de haut, se précipitent vers le bas des pistes. Fort heureusement, des écoulements venant de se produire, succédant à un brouillard assez dense. Des dizaines de skieurs, alertés par les cris de ceux qui allaient être frappés de plein fouet, parvinrent à se mettre hors d'atteinte en dérapant sur les pentes. Immédiatement, l'ordre d'arrêt des remontées mécaniques fut donné. Le personnel de celles-ci, la brigade de gendarmerie de la station, les spécialistes, les moniteurs de ski, mirent en œuvre leur équipement de sondage. De nombreux skieurs,

qui avaient eu la chance d'être seulement déséquilibrés par les coulées en fin de course, furent retrouvés, la plupart étant fortement commotionnés. Les plus valides prêtèrent immédiatement aide aux sauveteurs, mais, étant donné l'étendue de la zone à passer au peigne fin, des renforts furent demandés et acheminés très rapidement : parachutistes en stage au centre d'entraînement militaire voisin de la 11^e division à Barèges, effectifs des brigades de gendarmerie de Bagnères et d'Argelès, avec l'un des deux détachements nationaux de gendarmes parachutistes, équipes

de C.R.S., guides de haute montagne de Lannemezan, et cent quarante hommes des deux régiments de paras en garnison à Tarbes. Toute la nuit, les équipes de sauveteurs, ayant à leur disposition cinq chiens d'avalanches, se sont relayées, opérant à la lueur des groupes électrogènes mobiles de l'armée, par des températures variant de -15°C à -20°C, dans une succession d'écoulements et de nappes de brouillard.

Les services techniques de la station soulignent qu'aucun indice de danger n'avait été perçu le matin par les pisteurs au cours de reconnaissances prolongées.

GILBERT DUPONT.

L'information pourtant existe...

Il est nécessaire, une fois encore, de rappeler que le Centre d'étude de la neige de Saint-Martin-d'Èvres (Isère), département directement rattaché à l'Office national de météorologie, publie quotidiennement un bulletin d'information sur la montagne.

Divisé en trois parties (météorologie, enseignement, sécurité), ce bulletin est enregistré sur bande magnétique avant d'être diffusé de deux manières : sous une forme concise et essentiellement destinée au public, il est branché à un répondeur automatique (tél. 42-38-81 à Saint-Martin-d'Èvres), et est relié chaque jour à 13 heures ; sous une forme très détaillée et très technique, il est diffusé (sur un numéro d'appel sans coût supplémentaire) aux abonnés, aux responsables départementaux de la protection civile, aux personnels

chargés de la sécurité dans les stations, etc.

L'intérêt de telles prévisions n'est plus à démontrer : ainsi, lors de l'avalanche qui avait entraîné la mort de quatre skieurs aux Deux-Alpes, à la fin de décembre 1972, la preuve avait été faite que le bulletin du CEN daté de la veille de l'accident avait prévu des risques d'avalanches là où elles devaient se produire.

Mais, faudrait-il encore que les directeurs des stations prennent la peine non seulement de retrouver le répondeur automatique, mais encore d'afficher les bulletins et de prendre les mesures qui peuvent s'imposer en cas d'alerte. Or — cela a été démontré à plusieurs reprises — ce n'est pas toujours le cas.

J.-M. D.S.

● **Quadruple asphyxie près de Nancy.** — Les corps de M. Maurice Adam, vingt-neuf ans, de Mme Marie Mussolet, vingt-six ans, son amie, de David, neuf ans, et Olivier, sept ans, les deux

enfants de celle-ci, ont été retrouvés, vendredi soir 13 février, dans un garage de Richardmémil, en Meurthe-et-Moselle. Les quatre personnes se trouvaient à bord de la voiture de M. Adam, laquelle avait les vitres...



GENERAL MANAGER

This opportunity arises within a multi-national chemical corporation that is already well established but still expanding in Europe. The person we are looking for will probably be in his early 30's and already either manager or second in command of his own activity. His background should preferably have been on the sales side and it is necessary that he speaks both English and French. After one year of experience in the United States, he will be offered a general management opportunity. Remuneration and prospects are both attractive. Write to Paris address.

Europe

Ref. B/5223M

DIRECTEUR VENTES EXPORT

Equipements métallurgiques — Un très important groupe industriel français recherche, pour une de ses filiales, spécialisée dans les équipements pour la sidérurgie et la métallurgie (chiffre d'affaires doublé en deux ans), un Directeur des Ventes pour prendre en charge le développement de ses ventes en Amérique Latine. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura pour mission d'introduire la société et de promouvoir ses équipements dans sa zone d'activité, et participera à la négociation des contrats. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, ingénieur diplômé (Centrale, A.M. ou équivalent), ayant quelques années d'expérience de la négociation de contrats de biens d'équipement à l'étranger (usines ou ateliers « clés en main » par exemple). Il aura également une bonne connaissance des procédures administratives et financières de ces contrats. La pratique courante de l'anglais est nécessaire, celle de l'espagnol ou du portugais serait vivement appréciée. La connaissance du marché latino-américain serait un atout. Le poste est à pourvoir à Paris, mais de fréquents déplacements sont à prévoir. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 120.000 francs pour un candidat satisfaisant complètement aux exigences du poste. Ecrire à J.-N. CRÉTÉ à Paris.

120.000 F

Ref. A/2389M

JEUNE "CONTROLLER"

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication de garnitures mécaniques d'étanchéité, crée dans le cadre de son expansion la fonction de « Controller » et recherche le titulaire de ce poste. Sous l'autorité du Directeur Général et en étroite collaboration avec lui, il sera responsable des opérations comptables (double comptabilité), de la trésorerie et des relations bancaires, du contrôle de gestion et du contrôle budgétaire. Il prendra en charge l'établissement des plans à moyen et long termes et leurs ajustements périodiques, il assurera mensuellement toutes les opérations de reporting (bilan, compte d'exploitation...) suivant les normes américaines. Ce poste conviendrait à un cadre âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure comptable, (Sup. de Co. + DECS minimum par exemple), ayant acquis une expérience concrète de la comptabilité à un poste de responsabilité. La pratique des systèmes anglo-saxons de comptabilité et particulièrement des procédures de reporting est fortement souhaitée. L'anglais est indispensable. Un candidat de valeur peut trouver dans cette fonction la synthèse de ses expériences antérieures et se créer dans l'avenir une situation intéressante au sein du groupe. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences acquises et pourra atteindre 100.000 francs. Ecrire à R. GARDEUX à Paris.

100.000 F

Ref. A/2386M

SALES MANAGER

Produits d'hygiène et d'entretien — Une des plus importantes sociétés britanniques spécialisées dans la fabrication et la vente de produits d'hygiène et d'entretien, recherche un excellent vendeur pour développer les activités de sa filiale de distribution en France. Sous l'autorité du Directeur des Ventes Internationales, basé en Grande-Bretagne, il aura pour mission de développer les ventes auprès des centrales d'achats des magasins à succursales et des super et hypermarchés. Après la phase initiale de lancement, il devra recruter, former et superviser une petite équipe de vente. Ce poste à créer pourrait convenir à un cadre commercial confirmé, âgé d'une trentaine d'années, disposant d'une bonne formation générale et ayant acquis une large expérience de la vente de produits de consommation rapide en supermarchés. L'expérience de l'encadrement de vendeurs, dans des fonctions d'inspecteur de ventes ou de chef régional des ventes, est également indispensable. Une bonne connaissance de l'anglais est requise. Une personnalité dynamique, autonome et ambitieuse s'imposera plus facilement. La rémunération annuelle de départ, comprenant un fixe et un intéressement, pourra atteindre 100.000 francs. Un véhicule de fonction sera fourni. Ce poste, qui offre une très grande indépendance et de nombreuses possibilités d'initiatives, devrait permettre à son titulaire d'évoluer vers les fonctions de Directeur Général de la filiale. Le lieu de travail est Rouen et Paris. Ecrire à A. JAMET à Paris.

100.000 F

Ref. A/2385M

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Une importante société industrielle française (200 millions de chiffre d'affaires), recherche dans le cadre de sa réorganisation, le Chef de ses services comptables. Sous l'autorité du Directeur de la Gestion, il supervisera, gèrera et assurera le fonctionnement des opérations financières et comptables et dirigera une équipe d'une trentaine de personnes. Dans un premier temps, il participera directement à la réorganisation des services dans le cadre d'une nouvelle implantation en Province. Il sera ensuite responsable de la mise en ordre de la comptabilité générale et du développement des comptabilités analytiques et budgétaires. Il établira les bilans et comptes d'exploitation, les plans de trésorerie, les déclarations fiscales. Le poste conviendrait à un cadre âgé d'au moins 30 ans, de formation comptable supérieure (Sup. de Co. + DECS minimum par exemple), ayant acquis une expérience conséquente dans un poste opérationnel similaire, rompu aux techniques comptables et possédant des capacités certaines pour diriger une équipe. Un candidat de valeur peut trouver dans le cadre de cette société un bel avenir personnel. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ecrire à R. GARDEUX à Paris.

90.000 F

Ref. A/2387M

Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les notes des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Tunis - Zurich

CHEF DE PRODUIT EXPORT

Le groupe SEB (chiffre d'affaires 1,3 milliard de francs) en progression importante et régulière recherche, pour sa Division Internationale, un Chef de Produit. Rattaché au Directeur du Marketing Europe, ou sein d'une équipe dynamique, il aura pour mission de développer les stratégies de marketing international au service des filiales et pour l'ensemble des produits de la société SEB. Il devra analyser les marchés actuels et potentiels des différents pays, participera à l'élaboration du plan marketing ainsi qu'à la définition et la répartition de budgets de publicité importants. En outre, il aura un rôle opérationnel pour la promotion des exportations (chiffre d'affaires, volume, rentabilité). Ce poste, offrant de réelles perspectives d'évolution, conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), ayant acquis une solide expérience des techniques marketing dans une entreprise commercialisant des produits de grande consommation (alimentaires, cosmétiques, électro-ménager...). De fréquents déplacements sont à envisager. La pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3364M



CHEF SERVICE COMMERCIAL

Bandes magnétiques professionnelles — Une filiale d'un très important groupe français d'adressant principalement au marché de l'informatique et de l'audio-visuel, crée dans le cadre de sa forte expansion le poste de Chef de Service Commercial Informatique. Basé en région parisienne et rattaché au Directeur Commercial France, ce cadre de haut niveau dirigera une équipe de 12 personnes chargées de vendre sur le territoire national une gamme très complète de média magnétiques destinés aux constructeurs et aux utilisateurs. Le poste implique une responsabilité complète de gestion et d'animation du service et une participation à la politique commerciale. Il convient à un candidat âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé d'une école commerciale, connaissant si possible l'anglais. Il est exigé une expérience de plusieurs années dans la vente de produits informatiques. Une solide culture informatique serait un atout pour mieux appréhender un marché en pleine évolution. Des déplacements courts et fréquents sont à prévoir en Province. Le salaire annuel de l'ordre de 100.000 francs sera fonction des compétences. Ecrire à J.-N. CRÉTÉ à Paris. Réf. A/2388M

CHEF D'AGENCE

Une entreprise française du secteur électromécanique, membre d'un groupe industriel de renommée mondiale recherche le responsable de son agence commerciale située à Paris. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura pour mission d'animer cette agence (3 personnes), et d'assurer la coordination avec l'usine située en province dans le but de développer les ventes sur Paris et la proche banlieue parisienne. Outre son rôle de gestionnaire, il participera également activement à la vente de ces matériels destinés à des entreprises de grande ou moyenne importance. Ultérieurement, il pourra lui être confié une partie du réseau de distribution. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure technique, ayant acquis une solide expérience de la vente de biens d'équipement, dans le domaine du levage par exemple. Une bonne pratique de la langue anglaise serait souhaitable. A la rémunération annuelle, de l'ordre de 85.000 francs, s'ajoutera un intéressement lié aux résultats de l'agence. Ce poste qui convient à un homme de terrain implique de fréquents déplacements. Ecrire à J.-L. PARICHON à Paris. Réf. A/2384M

Paris

Ref. A/2384M

Ocefi nous voyons très loin.

1961-1976. 15 ans déjà. Plus de 100 réalisations de tous genres, conçues, financées, construites et vendues. Résidences principales et secondaires, bureaux, commerces, entrepôts, hôtels, parkings. Ce n'est certes pas dans la manière de l'OCEFI de se retourner sur le passé. Regarder tranquillement l'avenir est beaucoup plus dans son caractère. Et regarder l'avenir c'est inventer, devancer, prévoir. C'est aussi refuser le coup par coup et l'improvisation. Regarder l'avenir c'est se donner les meilleurs moyens techniques, commerciaux, financiers, humains pour maîtriser dès aujourd'hui les problèmes de demain.

Des preuves? Elles sont nombreuses. Et concrètes. Voici une liste (non limitative) des réalisations signées OCEFI. Certaines sont en cours, d'autres sont en projet, mais elles expriment toutes le même parti pris.

Protéger le cadre de vie inséparable de la qualité de la vie. Œuvrer d'abord dans l'intérêt général. Assister les collectivités locales et les missions nationales d'aménagement, favoriser la création d'emplois, d'activités, de services.

Rénovation et réanimation en centre ville

Paris - Place Clichy.

- sur l'emplacement de l'ancien "Gaumont-Palace", création d'un ensemble à vocation commerciale et touristique;
- hôtel - boutiques sur 2 niveaux - parkings.

Strasbourg - Place Kléber.

- au cœur même de la capitale alsacienne, sur l'emplacement de l'ancien Hôtel Maison Rouge, réalisation s'intégrant au site;
- centre commercial pour commerces indépendants - bureaux.

Montpellier - Place de la Comédie.

- associé à un vaste programme de réaménagement du centre ville, ensemble architectural avec zone piétonnière;
- hôtel 4 étoiles - commerces - bureaux - appartements - parkings.

Grenoble - près Place Grenette.

- réanimation d'un îlot au cœur de la ville, sur l'emplacement de l'ancien Hôtel des Trois Dauphins;
- hôtel 3 étoiles - centre commercial - bureaux - logements.

Antibes - près port de plaisance.

- rénovation d'un quartier de la vieille ville, dans le style local et s'intégrant au site;
- appartements - bureaux - commerces.

Aménagement de zones urbaines

Courbevoie - entre La Défense et la place Champs.

- ZAC de 10 ha comprenant un important programme:
- logements - bureaux - ensemble d'équipements publics collectifs.

Suresnes - Puteaux.

- aménagement de plusieurs îlots en bord de Seine;
- logements - bureaux - commerces.

Ivry - quartier d'Ivry-Port.

- ZAC de rénovation intégrant habitat et activités variées:
- logements - bureaux - hôtels - commerces - industries - entrepôts.

Evian - au bord du lac et au centre ville.

- restructuration des activités thermales et touristiques:
- hôtel 2 étoiles 250 chambres avec thermal incorporé - commerces - résidences principales et secondaires.

Ocefi nous voyons de très près.

1961-1976. A l'OCEFI cela fait 15 ans que nous sommes chaque jour davantage pénétrés d'une vérité très simple: quel que soit le type ou la dimension d'une construction, c'est finalement une personne qui l'habite, une famille qui y vit.

C'est donc en pensant d'abord, en pensant toujours à cette personne, à cette famille, qu'un constructeur a le plus de chance de leur présenter l'appartement qu'elles attendent, la maison qu'elles souhaitent.

A l'OCEFI, l'acheteur individuel profite bien sûr des moyens (techniques, financiers, commerciaux, humains) d'un très grand constructeur. Il profite aussi d'un niveau de qualité et d'une variété de prestations qui sont trop souvent le privilège d'une minorité.

Etre présent presque partout en France. Offrir des appartements en résidence principale ou secondaire, des maisons individuelles. Faire profiter chacun des solutions techniques les plus avancées. Inventer de nouvelles formules de financement ("La Pause-Crédit" vous connaissez-elle? Voilà ce qui guide toujours l'OCEFI. C'est facile à vérifier. Il suffit de se renseigner davantage sur une de ces réalisations:

Ocefi/Paris

- "Royal Saint-Jacques" - 295/303, rue Saint-Jacques, Paris 5°
- "La Brodeval" - 76, rue Vaneau, Paris 7°
- "Lacourbe 15°" - 309, rue Lacourbe, Paris 15°
- "Blomet 15°" - 37, rue Blomet, Paris 15°
- "Tradition 17°" - 53/57, rue Bayen, Paris 17°
- "Ocefi-Pyrénées" - 119, rue des Pyrénées, Paris 20°
- "Neuilly-en-l'Isle" - 41/51, bd de Levallois, Neuilly-sur-Seine.

Ocefi/Rhône-Alpes

dans LYON, des appartements au milieu d'un hectare d'espaces verts:

- "La Combe Blanche" - rue Raymond, Lyon 8°

à DARDILLY:

- des maisons individuelles.

Ocefi/Côte-d'Azur

des petits immeubles pour une résidence principale ou secondaire:

- NICE:
- 76, avenue Henry Dunant "L'Orangerie"
 - 4, rue de Châteauneuf
 - 2, avenue du Maréchal Joffre
- ANTIBES:
- chemin du Petit Four "Les Amphores"
 - 16, avenue des Chênes "Les Dryades"

Ocefi/Aquitaine

des appartements dans BAYONNE, mais déjà la campagne:

- "Les demeures de Beyris" - avenue de l'Ursuya, Bayonne
- des résidences de vacances, en première ligne sur la plage d'HOSSEGOR:
- "Les Terrasses de l'Océan" - grande plage sud, Hossegor

Ocefi/Languedoc-Roussillon

pour vivre dans le MONTPELLIER vert:

- "Le Jardin aux Fontaines" - rue du Fioch de Boutonnet, Montpellier
 - "Les Aiguelongues" - avenue du Val de Montferand, Montpellier
 - "La Sorbonne" - avenue du Major Flandre, Montpellier
 - "Les Floralies du Sacré Cœur" - avenue de Mende, Montpellier
- pour vivre en tête-à-tête avec la mer:
- "Les Jardins de la mer" - La Grande-Motte (Hérault)
 - "Les Marins de l'Espiguet" - Port Camargue (Gard)
 - "L'Etoile de mer" - Marseillan-plage (Hérault)



168, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 705.37.10

**Des hommes, des structures, des méthodes
pour construire mieux.**

Ocefi/Rhône-Alpes - 36, rue Tronchet, 69000 Lyon - tél. 52.42.38 - Ocefi/Côte-d'Azur - 20, rue Lacan, 06600 Antibes - tél. 34.00.17 - Ocefi/Languedoc-Roussillon - 5, rue de la Loge, 34000 Montpellier - tél. 72.17.64

(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Printemps 1976

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent près de cinq cents heures de travail sur deux

années et la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs; ils étaient un millier

cette année. Précisons que, si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur plan de perfectionnement. Ils ne sont pas

tenus de s'inscrire à la totalité du programme — long — (deux ans).

Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy.

L'ISSEC est partenaire du Germe, 24, rue Hamelin (téléph. 727-80-20).

Création de l'Association des diplômés de l'ISSEC

L'ASSOCIATION des diplômés de l'ISSEC vient d'être légalement constituée. Réglée par la loi du 1^{er} juillet 1901, son siège est situé à Paris, 10, rue de Copenhague (6^e).

Les fondateurs ont décidé d'élargir leur association aux « diplômables », c'est-à-dire aux participants ISSEC ayant déposé leur projet de mémoire et reçu de l'ISSEC l'accord pour le début de leurs travaux.

En premier lieu, l'Association des diplômés de l'ISSEC a été créée pour entretenir les relations amicales nouées au cours des études, mais, ses ambitions ne se limitent pas à être une simple « association d'anciens ».

Elle a aussi pour objectifs : — de protéger et développer les droits attachés au diplôme de spécialité de l'ISSEC, le renom de l'institut et de son enseignement ; — de veiller au maintien du niveau du diplôme et d'assurer la promotion du diplôme et des diplômés ; — d'entretenir avec l'association des anciens élèves de l'ESSEC des relations aussi étroites que possible ; — d'aider et conseiller, en accord avec l'ISSEC, les titulaires de quatre crédits dans le choix du sujet de leur mémoire et de la préparation à la soutenance.

Pour développer le plus tôt possible une efficace collaboration avec l'ISSEC les participants aux crédits de perfectionnement et les anciens, l'association des diplômés de l'ISSEC va mettre en œuvre, dès le début de l'année 1976, un club très largement ouvert à tous les élèves de l'ISSEC, quel que soit le nombre de crédits obtenus ou en cours.

Parmi les activités que ce club offrira, nous pouvons citer :

- une aide et des conseils à ceux qui se trouvent momentanément en période de mutation dans leur carrière ;

- l'organisation de séminaires, débats sur des thèmes donnés ;
- la création de groupes de travail réunissant ceux qui souhaitent réfléchir ensemble sur un sujet.

- la création d'un groupe « théâtre » et d'un groupe « sport » ;

Pour toutes ces activités et celles qui pourraient être mises au point ultérieurement, les conjoints, qui sont inévitablement un peu délaissés pendant la préparation du mémoire, seront invités à toutes les activités du club.

* Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à : Association des diplômés ISSEC, 10, rue de Copenhague, 75006 Paris. Tél. : 322-45-45.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableau ci-dessous). Les demandes d'admission aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'admission à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur onze axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à onze « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés,

discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et des techniques afférentes ; chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessionnaires) sont constitués au sein de chaque crédit. Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

Le choix d'un institut de perfectionnement

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les défilants et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...) de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une évaluation a posteriori, de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accordent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un) A l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 % ; mars 1975 : 60 % ; oct. 1975 : 61 %.

2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'ISSEC a connu un développement remarquable : Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

SESSION DE PRINTEMPS 1976 :

Le centre d'orientation est ouvert

Si vous êtes intéressés par les enseignements de l'ISSEC, il faut, pour vous inscrire, remplir un dossier de candidature et rencontrer un animateur du centre d'orientation de l'institut.

Ce centre siège en permanence, et il est à votre disposition pour vous recevoir et vous conseiller dans le choix d'un programme de perfectionnement. La session de printemps se déroulera de mars à juin 1976.

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC

Établissement d'enseignement privé

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. : 727-80-20 - Métro : Boissière ou Léna

Téléc. : 630943

ou B.P. 105 - 95001 CERGY - Tél. 030-40-57

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	La Fonction Personnel : Les Techniques de Base	La Fonction Personnel : Structures et Communications	La Fonction Personnel : Place des Relations de Travail	La Fonction Personnel : Politiques
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes en Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la Formation b) L'Audio-visuel en formation	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes quantitatives pour la gestion B) Etudes et recherches en Marketing C) Méthodes de prévisions commerciales D) Statistiques appliquées au Marketing	E) Exportation et Marketing sur les marchés étrangers F) Direction des Ventes G) Publicité H) Politique de distribution et merchandising	I) Marketing des produits industriels J) Politique de Marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de Gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de Gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	Bourse et Évaluation des Sociétés	Crédit et Institutions Financières	a) Les décisions financières de l'entreprise b) Les finances internationales
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Techniques de contrôle de production	a) Conception d'un système de production b) Achats et approvisionnements	Système d'information en gestion de production	Stratégie de production

1. — INITIATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Initiation à la gestion et à l'économie de l'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	La conduite de réunion		
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	Éléments de base d'informatique	Système d'informatique dans l'entreprise		
4. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Droit des sociétés	Droit du travail	Droit fiscal des affaires
5. — ECONOMIE	Structures industrielles et initiation à la stratégie des marchés	Stratégie des entreprises et politiques de concurrence		

« NOU
QUI IRAIT A

À la réalisation du plan emploi... L'association des diplômés de l'ISSEC... Le Germe, 24, rue Hamelin... L'ISSEC est partenaire du Germe, 24, rue Hamelin (téléph. 727-80-20).

مكتبة من الأصل

Le groupe familial allemand Henkel prépare lentement son entrée sur le marché des capitaux

De notre envoyé spécial

A PRES un siècle passé, en famille, le puissant groupe chimique allemand Henkel s'apprête à affronter les feux de l'actualité à visage découvert. Pas de gilet de cuir, l'anonymat était sa force, le silence sa règle d'or. La loi allemande l'avait déjà forcé à soulever un coin du voile en 1972 en l'obligeant à publier ses comptes. Mais la fameuse loi, fait sortir le loup du bois. Le besoin de capitaux lui a conduit aujourd'hui à réviser entièrement sa politique. Dans moins de trente mois, il s'ouvrira au public.

Toutes les ménagères allemandes connaissent Henkel. Cette notoriété est vieille de soixante-neuf ans. Elle a été acquise en 1907 avec le lancement de Persil (marque composée des trois premières lettres des mots perborate et silicate), la première lessive auto-active du monde. Persil fit une révolution et aussi la fortune de Henkel. Pourtant, il d'autre en dehors des milieux professionnels à jamais entendu parler de Henkel ? La firme de Düsseldorf a toujours refusé d'entretenir son image de marque à l'étranger. Pourquoi ? Discret ? Les groupes familiaux n'aiment pas faire de bruit autour d'eux. Les bonnes affaires se font à l'abri des regards indiscrets de la concurrence. Politique peut-être discutable, mais, qui, en l'occurrence, a porté ses fruits.

Avant la nouvelle législation de 1972, l'un ne savait rien de Henkel, ou peu de chose. Qui est-il ? Un simple marchand de lessives ? Ce serait lui faire injure. Un fabricant de produits chimiques ? Mieux ! Un véritable empire industriel, multinationnel de surcroît, sur lequel règne en maître absolue la maison mère à commandite par actions Henkel KGaA. Plus de soixante-dix filiales entièrement contrôlées en dépendent. Trente sont implantées en Allemagne et une quarantaine à l'étranger, dont vingt sont disséminées dans les principaux pays européens. En 1975, Henkel-France est devenue leur chef de file en portant son chiffre d'affaires hors taxes à 587 millions de francs. C'est elle qui en 1970 a racheté la branche « détergents en poudre » de Lessieur, Cotelette et a produit, entre autres, Super-Croix 78, Dabo, Crio, X-Tra, Bref, Miraline-Mir-couleur.

Avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de deutschemarks (9 milliards

de francs), le groupe Henkel n'occupe qu'une modeste quatorzième place dans la chimie européenne. Mais c'est un géant dans son secteur d'activité principale, les lessives et les produits détergents (43 % de son chiffre d'affaires), où il se classe au quatrième rang mondial derrière Procter and Gamble, Unilever et Colgate-Palmolive. Mais ce n'est pas la seule perle de sa couronne. Parmi les tout premiers producteurs mondiaux d'articles adhésifs, avec plus de huit cents spécialités, le groupe développe aussi une intense activité dans la fabrication des produits de base et d'intermédiaires pour la chimie, la pharmacie et l'industrie des peintures (50 % de son chiffre d'affaires avec les colles). Depuis 1968, il s'est, au surplus, lancé dans les cosmétiques (7,6 % de son chiffre d'affaires), conquérant en cinq ans 15 % du marché allemand et

aussi 10 % du marché français, avec les produits de la ligne Fa (bains moussants, déodorants, savons et bientôt shampoings). Au total, 34 000 personnes travaillent pour Henkel, dont 14 000 sur la plate-forme industrielle de Düsseldorf-Holthausen, d'une superficie de 120 hectares, et plus de 12 000 à l'étranger.

Un colosse discret, mais aussi un colosse peu ordinaire. Malgré les vicissitudes de la deuxième guerre mondiale, entraînant une perte importante d'actifs abandonnés en Allemagne de l'Est, le groupe, qui fêtera cette année son centenaire, reste la propriété sans partage de la famille Henkel. L'exemple est unique en Europe pour une affaire de cette taille. Ainsi l'avait voulu et exigé Fritz Henkel, fondateur de la dynastie, disparu en 1930.

« L'appel aux banques est ruineux... »

Les dispositions prises par le patriarche pour faire respecter ses volontés et l'union sacrée des membres de la famille ont permis de préserver cette indépendance contre vents et marées. Un joli tour de force, quand même. Fritz Henkel avait trois enfants, deux fils (Fritz junior et Hugo) et une fille (Emmy). A son décès, chaque garçon reçut 40 % des parts, la fille 20 %. Disparité dans le partage mais non dans le pouvoir : la voix d'Emmy avait le même poids que celle de chacun de ses frères. Rien n'a changé depuis. Le cercle familial s'est agrandi. Il se compose maintenant d'une centaine de personnes — quarante-dix héritiers par le sang — réparties en trois clans. Mais le nombre de voix au conseil est demeuré immuable, à charge pour chacun des clans de désigner le représentant de son choix, qui reçoit un blanc-seing des héritiers dont il est le mandant.

C'est la première loi qui régit l'empire Henkel. Elle présente l'incomparable avantage d'avoir évité toute dissension, le dernier mot restant au président en exercice, toujours un héritier, actuellement M. Konrad Henkel, petit-fils du fondateur. La seconde n'est pas moins étonnante. Selon le principe établi une fois pour toutes que le capital est un bien inaliénable, les actions ne peuvent être ni transmises ni vendues à des étrangers. Aucune dérogation n'est possible. En cas d'incapacité, il est prévu que la société se porte elle-même acquéreur. Deux précautions valent mieux qu'une. Fritz Henkel avait fait promettre à ses enfants de ne jamais s'adresser

aux banques, dont il avait une sainte horreur. « Non seulement elles sont ruineuses, leur disait-il, mais elles vous obligent à étaler vos diables sur la place publique », ce qui, pour lui, était le comble de l'indignité. Aujourd'hui encore, les seuls dettes figurant au bilan ont été contractées auprès de la famille, et nul n'a accès aux comptes consolidés en dehors des sept grands dirigeants de l'entreprise.

La société devant obligatoirement passer avant la famille, les fonds nécessaires à la croissance du groupe sont systématiquement prélevés sur les bénéfices, dont les deux tiers sont automatiquement réinvestis ou passés en réserves : les dividendes provenant des filiales étrangères n'étant pas rapatriés.

Ne pouvant dépenser que l'argent dont il dispose — démarche inverse de celle suivie par une entreprise ordinaire, — le groupe a ainsi raté quatre occasions sur dix de s'agrandir par rachats d'entreprises. Henkel paye toujours « cash ». En dépit de son manque de souplesse et de son anachronisme, le système n'en a pas moins parfaitement fonctionné jusqu'ici, assurant une expansion raisonnable de 15 % à 20 % des ventes par an. Mais, avec la montée des coûts — notamment en 1975, année de croissance zéro pour Henkel, — l'alourdissement des charges et les frais élevés de recherche, la ponction augmente tous les ans. D'autant qu'en prévision de l'avenir le groupe Henkel s'astreint de surcroît à des règles plus draconiennes encore que toutes celles en vigueur actuellement pour la protection du

consommateur. Cela lui coûte cher, et le « dévouement » de la famille à ses limites, fixées par ses propres impôts, en rapide augmentation.

Depuis le 1^{er} janvier 1975, la loi allemande interdit de déduire les taxes payées sur la propriété de l'impôt sur les revenus. Pour éviter que les mécanismes de financement ne se bloquent, il a bien fallu choisir.

Dans trois ans, nous a confié M. Walter Kobold, son d'entente de Konrad Henkel et numéro deux du groupe, nous serons obligés d'introduire nos actions en Bourse pour nous procurer les moyens de notre croissance. L'événement aura lieu en 1978 ou en 1979, quand la barre des 8 milliards de deutschemarks (12,6 milliards de francs) de chiffre d'affaires sera franchie.

Mais tout porte à croire que la date d'entrée de Henkel sur le marché des capitaux sera avancée. Les travaux préparatoires ont déjà commencé. Mais jusqu'à la stratégie du groupe ne sera pas modifiée. M. Konrad Henkel mènera l'opération à son terme. Après quoi, il passera sans doute la main à un « manager » professionnel, faute d'héritier mâle en âge de lui succéder. La famille Henkel — conservera encore le contrôle de l'affaire, mais une page de son histoire sera irrémédiablement tournée. Nécessité fait loi.

ANDRÉ DESSOT.

LES INCERTITUDES DE LA STATISTIQUE

(Suite de la page 17.)

Des observations précédentes, il découle qu'au niveau de la comptabilité nationale la hausse des prix a été minimisée et l'accroissement du volume des investissements a été forcé, notamment dans l'industrie, où le « gonflement » fictif de l'appareil productif français s'est traduit par une surestimation de l'ordre de 2,5 à 3 % du rythme annuel moyen de progression des investissements. L'inflation a été plus forte que celle qui ressort des comptes nationaux, tandis que les investissements ont été plus faibles. Ce sont là des résultats contraires à ce que laisse prévoir la thèse selon laquelle l'investissement est une cause majeure d'inflation.

La seconde thèse — la baisse de la rentabilité du capital depuis 1964 — s'est propagée à la suite des études publiées par l'INSEE sous le titre de « Frezque historique du système productif » français, dans laquelle la série statistique relative au capital (4) a joué un rôle considérable.

Par définition, cette rentabilité est calculée à partir d'un certain stock de capital disponible. Or on peut se demander si l'INSEE, malgré les progrès qu'il a apportés dans les méthodes d'estimation employées jusqu'ici (5), n'a pas surestimé le montant de ce stock, et cela pour deux raisons. La première vient d'être mentionnée, à savoir la surévaluation de l'investissement productif annuel. La seconde tient à l'hypothèse que retient l'INSEE en ce qui concerne la durée de vie des équipements en service. L'INSEE la suppose constante et propose en conséquence une durée moyenne de vie de seize ans pour le matériel et de trente ans pour les bâtiments. Mais, en réalité, le vieillissement du parc a tendance à être plus rapide, du fait notamment des innovations technologiques.

Si l'on tient compte de ces deux éléments, il apparaît que le stock de capital disponible durant les dernières années était sans doute sensiblement inférieur — peut-être de 30 % — à celui qu'avait calculé l'INSEE.

Au stade de ce rapide examen, il semble donc que le moins exagéré de prétendre sans aucune que la productivité du capital — mesurée par le rapport entre la valeur ajoutée produite et le stock de capital disponible — décroîtait en France depuis 1964. Les calculs sont au moins en partie faussés par la discontinuité des moyens et méthodes de traitement des chiffres. Il est hasardeux d'y voir le début d'un renversement de tendance économique profonde.

Quant à l'évolution réelle du taux de profit, le calcul qui devrait être effectué à partir de la série de capital rectifiée pourrait éventuellement révéler une baisse, mais il serait nécessaire pour la confirmer de procéder également à une critique statistique de répartition de la valeur ajoutée entre les revenus du travail et ceux du capital.

En conclusion, la précision statistique constitue un facteur dont l'oubli conduit à des thèses économiques qui peuvent être formulées avec beaucoup de publicité mais dont la valeur scientifique apparaît finalement assez contestable. Les correctifs signalés dans les deux cas pris en exemple sont à présent connus des comptables nationaux : dans le cadre de l'élaboration de la base 1971, ils ont été maintenant réduits d'environ 20 % les investissements de l'industrie, des services et des commerces.

Il faut également signaler, à propos des enquêtes quadriestrielles sur les investissements productifs industriels, l'absence de corrections pourtant nécessaires : pour la présentation des résultats de ces enquêtes, l'INSEE rajoutait jusqu'à présent, par rapport aux chiffres bruts, un écart systématique de l'ordre de 4 % à 5 %, alors que la réalité, ainsi que les considérations précédentes le montrent, doit plutôt approcher 1 % à 2 %. Il est regrettable que la publication des résultats définitifs de l'enquête investissements de novembre 1975 n'ait pas pris en compte ces éléments, car il est d'une importance conjoncturelle considérable de savoir si les chiffres estimatifs pour 1975 recourent en réalité une stagnation des investissements productifs privés ou, au contraire, ce qui paraît plus vraisemblable, masquent par un biais statistique une baisse de l'effort d'équipement par rapport à 1975.

YVONNICK RENARD.

(4) Collection de l'INSEE, série F, n° 27. On doit rappeler que certains économistes contestent toute possibilité de mesure du capital, notamment le cher de file de l'Ecole de Cambridge, John Robinson : « The measure of the capital : the end of the controversy », Economic Journal (1971). (5) Jacques Malraux, L'évaluation du capital fixe productif, Collections de l'INSEE n° C 18-19 (1972).

CARNETS
FACTURER...

Depuis plus de 30 ans, nous fabriquons les imprimés de gestion administrative des plus grandes firmes françaises. Nous pouvons presque tout faire, vous avez besoin de du travail soigné.

BLOCS
Confiez-nous vos factures, vos lettres, vos carnets. Nous les réaliserons à un prix étudié. Et dans les délais.

LIASSES
Si vous le désirez, l'un de nos représentants passera vous voir. Sans engagement. N'hésitez pas à nous contacter.

Imprimerie GRESSET

R.P. 9
101, rue de Valenciennes (Paris)
Tél. 314-10-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

SYLVAIN WICKHAM

VERS UNE SOCIÉTÉ DES CONSOMMATEURS

du marketing
au consumérisme

216 pages 39 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Actions, obligations, lingots ou... votre appartement à Isola 2000.

Interrogez ceux qui ont déjà investi à Isola 2000. Ce n'est pas seulement pour la neige et le soleil (garantie par écrit). Ni pour les 80 km de pistes, ni pour les 18 remontées mécaniques (où l'on n'attend pas). Ni pour le ski facile (la première étoile assurée ou remboursée). Ni pour toutes les possibilités d'été. Ni même pour la proximité de la Méditerranée (Marcelle 3h30, Nice 50 minutes). C'est aussi pour la rentabilité des investissements.

Exemple studio :
prix d'acquisition 71 000 F le 30/01/74
prix de vente 130 000 F le 09/01/75
plus value 59 000 F, soit 19 % sur un an.
7 % de rentabilité garantie par contrat net de charges et d'impôts.

isola 2000
Le paradis de l'été sous le soleil de midi.

Je désire recevoir des renseignements sur le programme Isola 2000.

Nom _____
Adresse _____
Profession _____
Tél. _____

Renvoyer ce bon à :
Le Méditerranée 2000
06270 Villeneuve-Loubet
Tél. (93) 20.21.21

TRAVERSEZ LA SEINE :

A la tour d'Asnières, le m² annuel ne coûte que 260 F.

La Tour d'Asnières est située à proximité des portes de Saint-Ouen, Pouchet, Clichy et du périphérique. Elle est d'autant plus proche qu'on y accède facilement depuis l'achèvement du nouveau Pont de Clichy qui, avec celui de Gennevilliers, assure une circulation fluide.

A la Tour d'Asnières, l'UFI vous propose des surfaces de 540 m² à 1200 m², et plus si la taille de votre entreprise l'exige.

La Tour d'Asnières a été conçue pour vous décharger des tracasseries quotidiennes. A la Tour d'Asnières vous n'avez que trois chiffres à composer pour obtenir vos correspondants habituels, et si la ligne est occupée, l'appel sera mémorisé et répété automatiquement.

Louez vos bureaux à la Tour d'Asnières, vous n'aurez que le souci de vos affaires.

522.12.00

TRANSACTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.21.72

Télé
étrange

SAINT-OUEN
TOUR D'ASNIÈRES
GENNEVILLIERS

CLICHY
Pont de Clichy
Pont de Gennevilliers
Gare des Gobelins
Place Voltaire
ASNIÈRES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR COMMERCIAL

La société - 250 personnes - C.A. 32 millions produit en série des meubles de style rustiques et contemporains en bois massifs.

Elle souhaite confier la Direction Commerciale (France et Export) à un cadre de formation supérieure (H.E.C., E.C.N., ...) ayant une expérience confirmée de la fonction dans la vente de biens de consommation durables.

Allemand courant et Anglais indispensables.

26, rue Marbeuf - 75008 PARIS

Vous adresserons note d'information et dossier de candidature sur simple demande réf. 560. M.

CHIEF DE BUREAU ETUDES

Nous sommes la filiale d'un groupe multinational, l'un des tout premiers sur son marché, et notre usine est située dans une VILLE UNIVERSITAIRE DU CENTRE.

Se mission ? sous la supervision du Directeur de l'Engineering, mener à bien, dans des domaines d'activités très variés (travaux neufs, fluides, climatisation, mécanique...) tout projet d'installation d'équipement, de travaux divers.

De quoi satisfaire un jeune ingénieur ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience (entraine, études générales, travaux neufs) et une bonne connaissance de l'anglais. Ensuite ? un développement de carrière à la hauteur de son ambition : seuls ses résultats le jugeront.

Envoyez lettre et C.V. détaillé à No 42548, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

(Références FA 71.)

pour prendre en charge, superviser et animer nos services de comptabilité, de gestion fiscale et de gestion du personnel.

Exigences du poste : Conviendrait à un expert comptable ayant une forte expérience des comptabilités générale et analytique, les législations des Sociétés et de la Direction du Personnel dans une entreprise industrielle d'importance comparable à la nôtre.

Il devra avoir exercé un commandement sur du personnel hautement qualifié dans ces diverses fonctions et avoir si possible de solides notions d'informatique.

Un excellent contact humain est indispensable.

Avantages du poste : Poste de haut niveau, très bien rémunéré pour une personne de valeur. Belle diversification de la fonction par la variété des services à diriger qui sont :

- Comptabilité générale, superviser le Chef de Service.
- Comptabilité analytique avec budgets : superviser le Chef de Service.
- Financement, droit des sociétés, droit fiscal, droit social.
- Informatique à superviser : synthèse des problèmes des divers services intéressés.
- Direction du personnel : superviser le Chef du Personnel.
- Direction administrative diverse : superviser le Chef du Service.

S'adresser : Si vous estimez posséder la forte personnalité et les qualités requises pour ce poste de cadre supérieur, écrivez ou téléphonez sous le numéro de référence à notre conseil :

S.E.P.A.M. 43, rue de la Couronne, 68000 RIEDERSHEIM MULHOUSE.

Tél. : (03) 44-23-53.

Discrétion de rigueur.

Réponse à toute candid. accompagnée d'un C.V.



emplois internationaux emplois internationaux

The Boston Consulting Group

Boston, Londres, Munich, Paris, San Francisco, Tokyo

recherche, pour faire face au développement de son activité en France, des CONSULTANTS DE TRES HAUT NIVEAU

Le Boston Consulting Group est une firme de conseil spécialisée dans les problèmes de stratégie des grandes entreprises privées et publiques. Ses interventions consistent à assister la Direction Générale dans la définition de politiques industrielles et commerciales et les décisions majeures d'allocation de ressources.

Nous recherchons quelques collaborateurs dont les résultats antérieurs et les motivations permettent de penser qu'ils rattrapent une brillante carrière chez nous.

Les candidats devront réunir les conditions suivantes :

- Diplôme d'une Grande Ecole Française ou équivalent ;
- Formation universitaire complémentaire ou expérience professionnelle démontrant un potentiel exceptionnel ;
- Moins de 32 ans de préférence ;
- Français et anglais courants.

De doivent faire preuve de qualités intellectuelles et humaines leur permettant de représenter le Boston Consulting Group auprès des dirigeants de l'industrie française.

Fondé en 1963, le Boston Consulting Group compte aujourd'hui plus de 150 conseillers dans le monde, dont une vingtaine au bureau de Paris. Conscients depuis l'origine aux décisions stratégiques dans un contexte de concurrence internationale, son activité s'est conduite à développer des méthodes avancées pour la définition et l'analyse de ces problèmes, ainsi que la formulation de recommandations spécifiques à chaque situation.

S'appuyant sur la large expérience du groupe, nos équipes de consultants ont pour mission de concevoir des solutions réalistes à des situations complexes et d'aider ensuite les dirigeants à les mettre en œuvre. La nature même des questions abordées exige une grande probité intellectuelle et le respect d'un secret professionnel absolu.

Les satisfactions personnelles et matérielles offertes par une carrière au sein du Boston Consulting Group sont à la mesure de la difficulté et de l'importance des problèmes traités.

Les candidatures doivent être adressées à M. John Barnes, Directeur Général, et comporter des indications précises sur l'expérience acquise et les résultats obtenus.

THE BOSTON CONSULTING GROUP 43, avenue de Friedland, 75008 PARIS.

DIRECTEUR DES ACHATS

Une occasion de carrière à long terme dans un vaste complexe industriel clés en main situé en Algérie.

GTE International crée pour le compte de l'Algérie un complexe de plusieurs millions de dollars où seront fabriqués des télévisions, des postes radios, des chaînes stéréos, des enregistreurs sur cassette et une vaste gamme de composants électroniques.

Nous recherchons un cadre des achats parfaitement compétent pour nous aider à organiser sur place la fonction achats et pour participer à l'acquisition du matériel de production et des matières premières.

Le candidat retenu devra être capable d'entretenir des rapports personnels cordiaux avec les cadres du client, ainsi qu'avec les fournisseurs algériens. Les responsabilités très étendues de ce poste comprennent : le recrutement du personnel de la fonction achats ; la formulation de politiques et procédures d'achat appropriées ; la négociation de contrats ; et la fourniture permanente de conseils au client avant le démarrage de l'usine. Une connaissance approfondie des sources algériennes d'approvisionnement - tant privées que nationalisées - ainsi qu'une familiarité générale avec les pratiques acceptées en Algérie et en Europe sont indispensables.

Pour vous qualifier pour cette situation d'avenir, vous devez posséder un diplôme universitaire ou l'équivalent et 5 ans au moins d'expérience applicable, ou bien 7 ans d'expérience dans le domaine des achats et des matériaux. La connaissance parfaite des langues française et anglaise et l'acceptation d'une résidence en Algérie sont requises. Un diplôme plus avancé ou une expérience des achats en Algérie seraient préférés.

Les entretiens auront lieu à Genève, Suisse.

Envoyer s'il vous plaît vos curriculum vitae, y compris les salaires passés, à titre confidentiel, à John E. Townsend, General Telephone & Electronics Corporation, 21, rue du Rhône, 302 Case Postale, 1211 Genève 3, Suisse.

GTE INTERNATIONAL

An Equal Opportunity Employer, M/F.

CONTROLE ET AUTOMATISATION

Filiale MACHINES CHAMBERON

AUTOMATISMES INDUSTRIELS

Leader dans sa spécialité à

ORLEANS

recherche pour créer

NOUVEAU DEPARTEMENT COMMERCIAL

TECHNICO-COMMERCIAL

L'activité de la société : servo-mécanismes analogiques et digitaux, télécommande électrique et pneumatique.

Le nouveau département à créer : trouver des débouchés hors de l'activité traditionnelle de la société pour des équipements genre machines-outils spéciales.

LE CANDIDAT IDEAL SERAIT :

- diplômé B.T.S. ou D.I.T. automatismes, ou ingénieur électronique ;
- 30 ans minimum ;
- expérience de vente avec réussite dans domaine similaire ;
- connaissances en anglais appréciées.

Rer. : Service du Personnel MACHINES CHAMBERON, 5, rue Auguste-Rodin, 45100 Orléans-La Source.

Importante Société d'Ingénieurs-Conseils à vocation internationale recherche

ADJOINTS TECHNIQUES en GÉOTECHNIQUE ROUTIÈRE

Expériences outre-mer pour missions outre-mer, pratique du laboratoire et du travail sur le terrain. Rémunération variable selon âge et expérience, en aucun cas inférieure à 4 000 F base France. Adresser C.V. détaillé et précis sous réf. RB 14 à :

CONSEILS EN RECRUTEMENT

5, bis rue Kappeler, 75008 PARIS.

CHEF DE BUREAU POUR UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

Notre Association Internationale a but non lucratif groupant plus de 50 associations nationales cherche UN CHEF DE BUREAU, placé sous le contrôle du Secrétaire Général, qui sera chargé de réguler, de coordonner et de diriger le Siège de notre Secrétariat situé à proximité de Genève.

- Il devra posséder une expérience financière et administrative.
- Être capable d'organiser des conférences et de se charger de l'administration du personnel.
- Être capable de rédiger des rapports, documents de travail et communications de presse en anglais et en français.
- Être capable d'assister les membres de l'Organisation pendant les périodes de pointe.
- Parler couramment l'anglais et le français (connaissances d'allemand et d'espagnol désirées).
- Avoir, de préférence, une expérience des problèmes médicaux internationaux.

Salaires de début : 6.000 francs.

Six semaines de vacances. Engagement immédiat.

Envoyer C.V. détaillé à Mme Vorel HOARE WORLD MEDICAL ASSOCIATION 13, chemin du Levant, 01210 FERNET-VOLTAIRE

Société distribution produits chimiques recherche pour AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE CCIAL

(Ingénieur chimiste)

pour vente produits chimiques, ayant 5 ans d'expérience minimum, capable gérer budget important.

Envoyer C.V. s/réf. 7928 à P. LICHOU SA 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

TALCS DE LUZENAC

LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE

Implantations Internationales crée poste de

Controller

avec pour mission d'assister le Directeur Général en ce qui concerne l'élaboration et le contrôle des Plans à Moyen Terme, Programmes d'actions annuels, Budgets, Programmes d'investissements pour l'ensemble du Groupe. Il sera appelé à faire partie du Comité de Direction.

Ce poste conviendrait à :

- X, ECP, HEC, MBA, INSEAD...

ayant acquis une expérience de 5 ans minimum de ces fonctions dans un poste opérationnel et/ou fonctionnel.

Langues Allemande indispensable, et Anglaise souhaitée.

Résidence TOULOUSE.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1109 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix, 75002 Paris.

BECSA

Belgian Engineers & Constructors S.A.

Square Fernand-Orban, 7

1040 Bruxelles, Belgique.

Tél. : (02) 518-24-24

Société du groupe PARITRAS spécialisée dans la construction d'usines et de bâtiments industriels et tertiaires.

CHEF DE PROJETS

apte à assurer globalement la responsabilité du développement d'un projet industriel avec l'aide de spécialistes dans les différentes disciplines considérées.

Profil de l'élément recherché :

- habile négociateur, apte à contrôler des problèmes techniques, industriels, commerciaux et financiers ;
- homme de décision, à l'esprit d'initiative, autonome ;
- études supérieures ;
- plusieurs années d'expérience dans la préparation et la gestion de grands projets industriels ;
- connaissance approfondie du français et de l'anglais ;
- minimum 28 ans ;
- prêt à faire de courts séjours à l'étranger.

Notre société, en pleine expansion, offre :

- situation et appointements élevés ;
- avantages extra-légaux ;
- bureaux neufs ;
- esprit d'équipe.

Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus, à l'attention de M. J.-C. BAUDOUX, Directeur général adjoint.

Société d'Etudes

AFRIQUE NOIRE

INGÉNIEUR - ÉCONOMISTE

bon économiste

Expérience études projets industriels et planification industrielle. Capable introduire nouvelles méthodes au niveau global de la politique industrielle et des projets industriels.

7 ans d'expérience professionnelle.

INGÉNIEUR EN ORGANISATION ET GESTION DES CHANTIERS DE BATIMENT

Connaissance des P.V.D. souhaitée. Capable traiter les problèmes de gestion des Groupements d'Entreprises de bâtiment T.C.E. 10 ans d'expérience professionnelle.

Envoyer C.V. à B.P. 218, 75024 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMÉS

E.S.C., SCIENCES ECO, ETACA, ESME, INSA, Dabouls, colibataires

Langue anglaise souhaitée.

Situations intéressantes. Perspectives d'avenir après formation.

Adresser C.V. et prétentions n° 4255 à CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. 1^{er}.

IMPORTANTE FIRME BELGE DE CONFECTION DE LUXE POUR ENFANTS recherche

STYLISTE

pour collection vêtements sport ville et maille, par remise de lots de croquis, suivant spécialité Bonne réputation. Discrétion absolue.

Faire offre avec références et éventuellement quelques croquis pour évaluation, à n° 24.010 M. REGIS-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

VERDOL S.A.

Fabricant du matériel mécanique pour l'industrie textile, 71 millions de CA, 85 % à l'exportation, 600 personnes, recherche pour son siège à LYON

ingénieur méthodes

diplômé ou équivalent, possédant une expérience de fabrication de petites et moyennes séries. Organisation du travail de 14 personnes.

Ecrire : CABINET GATIER Service C-32 rue Barrême 69006 LYON. Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

DIRECTEUR USINE

Un groupe important de Distribution en Bretagne

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

chargé de la direction du personnel et du contrôle de gestion

JEUNES DIPLOMÉS

AGENCES EN DROIT, SCIENCES ECO, DES S.P. DE COMMERCE, INSTITUT DES ASSURANCES

Les candidats devront être : Français, âgés de 20 à 25 ans, titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ayant une formation en droit, sciences économiques ou commerce.

Les candidats devront adresser leur dossier de candidature (curriculum vitae, diplôme, photo) à :

INSPECTEURS

Les candidats devront être : Français, âgés de 20 à 25 ans, titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, ayant une formation en droit, sciences économiques ou commerce.

Les candidats devront adresser leur dossier de candidature (curriculum vitae, diplôme, photo) à :

Société d'Assurances I.A.R.D.

siège social à Paris

مكتبة من الأصل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Les départements de la région parisienne pourront lever des redevances d'espaces verts

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement (DAFU), a commenté le samedi 14 février, au séminaire de formation organisé au Pradet, près de Toulon, par l'U.R.V.N. (Union régionale Provence-Côte d'Azur-Méditerranée) pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement, le projet de loi de l'Assemblée nationale qui sera examiné au début de sa session de printemps.

Sur plusieurs points, ce projet de loi répond à l'attente des associations de défense de l'environnement, notamment pour ce qui concerne la protection des paysages, le renforcement des moyens d'information au sujet de l'insécurité des documents d'urbanisme et d'aménagement et le droit reconnu aux associations d'engager une action devant les tribunaux civils contre les responsables d'infractions à la législation sur l'urbanisme.

M. Mayet a, en particulier, évoqué les dispositions du projet permettant aux préfets de prendre des mesures de protection dans certaines zones sensibles en attendant la publication des POS (plans d'occupation des sols). « Il s'agit d'une sorte de législation d'exception, mais qui ne s'exerce qu'à titre transitoire, a expliqué le directeur de la DAFU. Le système présentera en lui-même beaucoup d'avantages, car il permettra de prévenir efficacement certains excès d'urbanisation et de débiter la confection des POS. Les élus auront toujours la faculté de corriger ce que les décisions prises par voie d'autorité auront pu avoir d'excessif ».

Le directeur de la DAFU a, en outre, indiqué, à propos des POS, que moins de deux cents sur les six cent mille en cours d'instruction avaient été appliqués l'an dernier. Mille deux cents à mille cinq cents devraient l'être à la fin de 1976, et de quatre mille à cinq mille d'ici deux à trois ans. « Il n'y en aura vraisemblablement jamais plus après », a déclaré M. Mayet, car beaucoup de ceux qui sont « mis en route » seront établis sous forme de zones de protection des paysages selon les procédures prévues dans le projet de loi, et ils

seront valables pour les petites communes qui ne connaissent pas de gros problèmes d'urbanisation ».

A propos des redevances d'espaces verts, le directeur de la DAFU a confirmé à ses interlocuteurs — qui réclamaient précisément une telle mesure — qu'elles pourraient être perçues progressivement dans tous les départements qui le souhaiteraient, y compris dans la région parisienne.

Pour ce qui concerne le « permis de démolir » prévu dans certains vieux quartiers, M. Mayet a estimé qu'il permettrait de « faire l'économie des fameux secteurs sauvegardés, dont la législation est incroyablement difficile à mettre en œuvre. Sur plus de cent quatre-vingt permis délivrés, a-t-il précisé, quatre seulement ont un plan approuvé, alors que les textes d'application remontent à plus de dix ans ».

CIRCULATION

Les minibus de Dijon sont construits par une société locale... d'aéronautique

De notre correspondant

Dijon. — Le syndicat mixte des transports de la région dijonnaise vient de mettre en circulation dix minibus particulièrement adaptés à certaines catégories de passagers (personnes âgées, handicapées physiques), ainsi qu'à la circulation dans les villes anciennes. D'une capacité de vingt-huit personnes (quatorze assises, quatorze debout), maniables, confortables, silencieux, ces véhicules ont été conçus, en Autriche, par la société Steyr-Daimler-Puch. Elle n'a construit, toutefois, que le châssis. La société des avions Robin (Centre-Est aéronautique), située à Darois, près de Dijon, a assuré le montage et la finition. La nouvelle société, la STRUC (Société des transports rationnels urbains complémentaires), a, en effet, été créée dans ce but par le directeur de la région dijonnaise et le P.-D. G. des avions Robin.

La société autrichienne a accordé à la STRUC l'exclusivité pour la France et Monaco de la diffusion et de la commercialisation des matériels Steyr.

Les constructeurs français ne s'étaient pas montrés intéressés par ce genre de bus citadin. Ils proposaient systématiquement des camionnettes aménagées, auxquelles manquaient notamment le plancher abaissé, qu'on appelle déjà les « TRUCS », les responsables des transports de Dijon ont préféré « franchiser » l'opération, qui a permis à Centre-Est aéronautique de diversifier son activité, en maintenant ses effectifs dans une conjoncture difficile pour l'aéronautique. Le « TRUC » coûte 160 000 F, et le rythme de production prévu est de cent véhicules par an.

CHARLES MARQUÉS.

Basse-Normandie

RÉÉLECTION DE M. JOZEAU-MARIGNÉ (C.N.I.) A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL

De notre correspondant

Caen. — Par trente-trois voix et cinq bulletins blancs, le conseil régional de Basse-Normandie a réélu comme président, samedi 14 février, M. Léon JozEAU-MARIGNÉ, sénateur et maire d'Avranches (C.N.I.).

Le bureau a été renouvelé dans la même composition et la minorité de gauche (deux socialistes sur quarante-deux conseillers) n'y a toujours pas obtenu de siège, ce qui conduit M. Louis MERXANDAU et Louis DARINOT, députés socialistes, à quitter la salle après un vigoureux réquisitoire « contre ce scrutinisme parisien » et contre l'insuffisance des moyens consentis à l'établissement public régional.

Le conseil régional a voté un budget de 40 millions de francs, utilisant au maximum la pression fiscale (34,95 F par habitant) et

suivant strictement les propositions du préfet, alors que le Comité économique et social, trois semaines plus tôt, avait fait preuve de plus d'indépendance d'esprit, en suggérant des actions nouvelles, dont la création d'une maison régionale des sports.

Une coopération interrégionale

L'assemblée a aussi décidé d'organiser une coopération interrégionale avec l'Eure-et-Loire-Normandie pour la mise en œuvre du schéma d'aménagement de l'estuaire de la Seine et avec les régions de l'Ouest (Poitou-Charentes, Pays de Loire et Bretagne) pour demander vigoureusement à l'Etat d'accroître la politique de solidarité nationale en faveur de ces régions.

Alsace

LE BUDGET RÉGIONAL EST APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ

Le conseil régional d'Alsace a adopté à l'unanimité le budget de la région pour 1976 le 14 février à Strasbourg. Les conseillers U.D.R., G.D.F. et réformateurs ont approuvé le budget de 53 millions de francs alors que les observateurs craignaient une bataille politique à la veille des élections cantonales.

En décembre, le conseil régional avait voté une résolution réclamant une augmentation du budget de 20 millions de francs. M. Louis VORGER, préfet de région, a indiqué qu'il convenait d'attendre à ce propos la prochaine réunion du conseil interministériel sur l'aménagement du territoire. Celui-ci doit se tenir en mars prochain à l'occasion de l'inauguration du tunnel de Saint-Marie-aux-Mines par le président de la République, M. André BORD, président du conseil régional, a assuré que « le chef de l'Etat rencontrera les membres du conseil régional et du Comité économique et social d'Alsace, mais aussi les maires ».

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE DU P.S. SUR L'URBANISME

Qualité architecturale et cadre de vie

Un colloque sur le cadre de vie a été organisé, samedi 14 et dimanche 15 février, à Colomiers (Haute-Garonne), par le parti socialiste. Au cours de ces travaux, présidés par M. Dominique TADDEI, secrétaire national à l'action culturelle du P.S., Alex Raymond, député et maire de Colomiers, Alain Savary, député et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, militants, urbanistes, techniciens, élus, animateurs et enseignants, ont tenté de définir, en s'appuyant sur une plate-forme démocratique, un meilleur urbanisme en restituant aux collectivités locales leurs compétences.

Trois « tables rondes » ont été organisées : le contrôle urbain, la place de l'intervention architecturale et la pratique architecturale. La qualité du cadre de vie s'est retrouvée au filgrane d'une toutes les études des commissions. Il a été admis qu'elle fait partie de la qualité architecturale, qu'elle est d'intérêt public et qu'elle a pour but d'assurer l'épanouissement de chaque cité dans sa vie quotidienne, d'où la proposition de créer des « comités de développement culturel ». Un atelier technique d'aménagement et d'urbanisme serait installé dans chaque agglomération.

Le rôle de l'architecte a fait l'objet d'un débat animé. Les spécialistes présents au colloque ont stigmatisé la part des profits des grandes entreprises de construction et sa croissance permanente depuis vingt ans.

« Cette industrie capitaliste dynamique au sens actuel, a fait remarquer le rapporteur de la deuxième commission, a noyé la pays sous un flot de produits identiques, elle a « sous-prolétarié » six cent mille salariés et écrasé les collectivités locales, qui se sont trouvées dans l'impossibilité de faire un choix entre les produits proposés et autre chose qui n'existe pas ».

Une solution a été mise en avant : ce pourrait être la création de structures publiques de production et d'organisation des

entreprises à l'échelon régional, comme le prévoit le programme commun de gouvernement. Les collectivités locales pourraient recourir à des entreprises pilotes placées sous le contrôle direct des assemblées régionales.

Cette « régionalisation » de l'industrie du bâtiment et des travaux publics serait tout aussi valable si elle était appliquée à l'enseignement de l'architecture qui, selon le projet présenté, « devra être dispensé par des unités pédagogiques autonomes dans leur gestion. Mais elles devront être reliées à l'université régionale afin de pouvoir bénéficier plus facilement de l'enseignement des sciences humaines et techniques et pour s'intégrer dans un système de recherche générale ».

La troisième commission a conclu : « L'intérêt public de la qualité architecturale ne pouvant en aucun cas être garanti par un groupe professionnel, l'ordre des architectes devrait être supprimé, et les organismes disciplinaires corporatifs éliminés. (...) Cette mesure éviterait par ailleurs l'accaparement du travail, la népotisme, la dégradation de la prestation architecturale. Car aujourd'hui quatre cents cabinets accaparent les commandes publiques tandis que dix mille architectes et treize mille étudiants sont ou seront destinés à devenir des chômeurs ».

LEO PALACIO.

Faites le Test de l'Epargnant.

9 questions simples au sujet des Caisses d'Epargne...

(Voir les réponses exactes au bas de la page).



...et les précisions de l'Ecureuil.

	Réponse A	Réponse B	Réponse C	
1 - Livret A. Quelle somme pouvez-vous déposer sur votre Livret A ?	20.000	25.000	32.500	1 - Sur votre Livret A, votre argent est toujours disponible, et vous rapporte un intérêt de 6,50% totalement exonéré d'impôt. Si votre Livret A est plein, vous pouvez ouvrir un 2ème Livret (Livret B) qui offre le même intérêt, avec option fiscale, sans limitation des dépôts.
2 - Livret Epargne-Logement. Quel est le taux maximum du prêt auquel vous donne droit votre livret Epargne-Logement ?	8%	4,75%	6%	2 - L'argent déposé sur votre Livret est toujours disponible et vous rapporte un intérêt de 3,25% net d'impôt; une prime doublera vos intérêts quand vous demanderez votre prêt.
3 - Plan Epargne-Logement. Quelle est la durée minimum d'un plan Epargne-Logement ?	4 ans	18 mois	6 ans	3 - Ce plan donne droit à un prêt au taux de 6%** remboursable en 15 ans maximum. La rémunération de l'épargne, nette d'impôt est de 4,50%+une prime, d'un montant égal, versée même en l'absence de demande de prêt.
4 - Prêt complémentaire. Quel est le taux d'intérêt d'un prêt complémentaire ?	10%	11%	12%	4 - C'est le taux le plus bas du marché. Ce prêt est remboursable en 15 ans maximum.
5 - Prêt personnel. En combien d'années maintenant pouvez-vous rembourser un prêt personnel pour vos besoins immobiliers ?	15	20	25	5 - Ce prêt n'est pas lié à une épargne préalable. Vous pouvez le demander quand vous le voulez, le taux est de 11,60%. Possibilité de remboursement progressif.
6 - Bons d'Epargne. Quelle peut être la durée des bons d'épargne ?	1 an	2 ans	5 ans	6 - Ils sont facilement négociables, et peuvent être anonymes. Le taux est progressif, de 6,50% à 10,50%. Les Bons d'Epargne existent en coupures de 100, 500, 1000, 5000 et 10.000 francs.
7 - SICAV. Combien de types de SICAV l'Ecureuil met-il à votre disposition ?	1	2	3	7 - Une SICAV permet d'accéder à la Bourse, même avec des disponibilités réduites, et de profiter des crédits d'impôts.
8 - Utilisation des fonds des Caisses d'Epargne. Quelle somme l'Ecureuil a-t-il prêtée en 1974 aux Collectivités Locales pour les équipements d'intérêt public ?	63 millions lourds	630 millions lourds	6300 millions lourds	8 - Ces fonds ont servi à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de H.L.M., d'équipements sportifs, sociaux, culturels, travaux de voirie, adduction d'eau, etc.
9 - Points d'accueil. Quel est le nombre des points d'accueil Caisse d'Epargne Ecureuil dans toute la France ?	17.000	22.000	24.000	9 - Il y en a sûrement un à côté de chez vous. Vous y serez toujours bien reçu.

* Régime spécial en Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle.

** Pour les plans postérieurs au 1-1-75.

Réponses exactes : 86 - 38 - 87 - 68B - 85 - 3A - 4A - 3C - 1C

Votre score : Vous avez 8 ou 9 réponses justes : bravo ! l'Ecureuil vous félicite.

Vous avez entre 5 et 7 réponses justes : une visite à votre Caisse d'Epargne vous serait profitable. Vous avez moins de 5 réponses justes : dans votre intérêt, courez vous informer à la Caisse d'Epargne Ecureuil la plus proche.

Caisses d'Epargne. Sachez vous en servir.

